



# **Rapport du Conseil communal au Conseil général sur la gestion et les comptes de l'exercice 2002**

(Du 5 mars 2003)

Monsieur le Président,  
Mesdames, Messieurs,

Conformément aux dispositions légales et réglementaires, nous avons l'honneur de vous soumettre notre rapport sur la gestion et les comptes de l'exercice 2002.

## **A. INTRODUCTION**

Le budget de l'exercice 2002 prévoyait un déficit de 1'905'400 francs, les comptes 2002 bouclent avec

**un excédent de revenus de 2'410'169 francs.**

Ce résultat, correspondant à 0,46% des charges, est le résultat notamment de la maîtrise des charges du personnel et des biens, services et marchandises ainsi que de la progression des recettes fiscales. Cette situation favorable nous a permis de procéder à des amortissements complémentaires, en particulier sur les valeurs de notre patrimoine situées dans le secteur de la Maladière, et d'alimenter certaines réserves.

### **1. Situation économique**

L'année 2002 s'est traduite par une conjoncture volatile. Des signaux de reprise économique se manifestaient au printemps, mais au cours de l'été, le climat conjoncturel s'est rafraîchi suite à la révélation de manipulations comptables de quelques sociétés de renom et à la baisse des marchés financiers. A cela est venue s'ajouter l'instabilité géopolitique créant un facteur de fragilité supplémentaire. Dans leur rôle de locomotive, les Etats-Unis ont certes enregistré des chiffres réjouissants au premier trimestre 2002 mais par la suite, il a fallu se rendre à l'évidence que la croissance outre-atlantique allait évoluer en dents de scie au gré des publications de statistiques économiques. Sur l'ensemble de l'année, celle-ci a finalement atteint 2,4% contre 0,3% en 2001.

Dans la zone européenne, le premier semestre 2002 s'est caractérisé par une faible progression de l'économie, légèrement supérieure à 1%. Par la suite, des signes d'essoufflement des exportations se sont manifestés. Ces dernières, en plus du ralentissement conjoncturel mondial, ont également été pénalisées par le renforcement de la devise européenne. Dans son rôle de leader européen qu'on lui connaissait il y a quelques années encore, l'Allemagne a vu ses performances économiques demeurer à un niveau modéré. La croissance de son produit intérieur brut (PIB), déjà en recul en 2001 (0,6%) par rapport à l'année précédente (2,9%), clôt l'année 2002 avec un taux de 0,2%, soit la pire performance depuis 1993.

L'atonie de l'environnement économique décrite ci-dessus et la force du franc suisse ont freiné la conjoncture helvétique. Ainsi, par rapport aux périodes correspondantes de l'année 2001, le PIB a évolué négativement les premier et deuxième trimestres 2002 en affichant des taux respectivement de -0,7% et -0,4%. En revanche, grâce aux impulsions du secteur extérieur, le PIB a enregistré au trimestre suivant une progression de 0,6%. En moyenne sur l'ensemble de l'année, le PIB a crû de 0,1% par rapport à l'année précédente.

Pilier important de la conjoncture suisse, la consommation privée au cours de l'année sous revue est demeurée dans une marge de progression de 1% environ. Cependant, le climat de consommation s'est détérioré en automne dernier. Son indice qui était encore de -9 points en avril et -18 en juillet est descendu à -39 points en octobre 2002. La perception plus négative de l'environnement conjoncturel n'est pas étrangère à ce résultat.

En matière de renchérissement, les prix n'ont guère évolué depuis le début de l'année 2002. En juillet, une valeur négative a même été enregistrée. Seul le mois d'avril a vu l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) dépasser les 1%. Le renchérissement annuel moyen a ainsi atteint 0,6% contre 1,0% en 2001 et 1,6% en 2000. L'appréciation du franc suisse, particulièrement à l'égard de la devise américaine, a largement favorisé cette situation. En regard d'une politique d'assouplissement pratiquée par la Banque Nationale Suisse (BNS) au travers de baisses successives de la marge de fluctuation du Libor depuis mars 2001, le front de l'inflation n'a pas progressé.

Selon les relevés du Secrétariat d'Etat à l'économie (Seco), à fin décembre 2002, le pays comptait 129'809 chômeurs inscrits, soit un taux de 3,6%. Une année auparavant à pareille époque, on dénombrait 86'027 personnes inscrites aux offices du travail (2,4%). Si le nombre de chômeurs inscrits a été relativement stable au cours du premier semestre 2002, la situation a commencé à se dégrader en juillet et deux mois plus tard, sous l'effet de la faiblesse conjoncturelle d'une part, et des facteurs saisonniers, d'autre part, le cap des 100'000 chômeurs a été franchi. De manière générale, les cantons romands ont enregistré les taux les plus élevés, dont Genève qui a atteint un taux de 6,2%. S'agissant de notre canton, à fin décembre, le taux de chômage s'est inscrit à 4,31%, soit l'équivalent de 3'660 personnes contre 2'591 une année auparavant. Les difficultés rencontrées dans le secteur des machines et de la métallurgie, les effets saisonniers mais également la fin d'Expo.02 figurent parmi les facteurs qui ont dégradé le marché du travail cantonal.

D'une année à l'autre, la Ville de Neuchâtel a vu le nombre de ses chômeurs passer de 732 personnes à 928 personnes à fin décembre 2002, soit un taux de chômage de 5,28%. La proportion entre les hommes et les femmes est respectivement de 64% et de 36%. Cette répartition est comparable à celle de 2001.

Au 31 décembre 2002, la ville de Neuchâtel comptait 31'566 habitants, contre 31'587 personnes une année auparavant.

## 2. Analyse du fonctionnement

Ce chapitre reprend les remarques principales par groupe de charges et de revenus dont le détail figure dans ce rapport :

### 2.1. Charges de personnel

en milliers de francs	1999	2000	2001	B 2002	C 2002	Ecart B02/C02	
Administration	68'528	70'442	75'281	79'016	<b>79'846</b>	830	1%
Instruction publique	62'889	65'634	70'224	76'354	<b>74'987</b>	-1'367	-2%
Hôpitaux	65'289	67'708	71'991	74'961	<b>77'656</b>	2'695	4%
<i>Sous-total</i>	<b>196'706</b>	<b>203'784</b>	<b>217'496</b>	<b>230'331</b>	<b>232'489</b>	<b>2'158</b>	<b>1%</b>
BPU	2'869	-	-	-	-	-	
<b>TOTAL</b>	<b>199'575</b>	<b>203'784</b>	<b>217'496</b>	<b>230'331</b>	<b>232'489</b>	<b>2'158</b>	<b>0.9%</b>

Les salaires ont été servis à l'indice de 101.4 alors qu'ils avaient été budgétisés 0.9 point en dessus. Le nouveau système de rémunération est entré en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2002 pour l'ensemble du personnel (à l'exception des enseignants et du personnel des Hôpitaux). De plus, une allocation complémentaire pour enfant de 145 francs par mois a été introduite, parallèlement à la suppression des allocations de ménage et de résidence.

L'augmentation des charges de personnel est due en grande partie à l'augmentation des effectifs aux Hôpitaux (+37,46) consécutive aux absences pour maladie, accident et congés parentaux. Rappelons que conformément aux directives cantonales, les Hôpitaux ne budgétisent que l'effectif, sans les remplaçants.

Les effectifs de l'Administration et de l'Instruction publique dépassent légèrement les effectifs au budget, soit respectivement de 7,04 et 3,79 postes.

### 2.2. Biens, services et marchandises

en milliers de francs	1999	2000	2001	B 2002	C 2002	Ecart B02/C02	
Administration	36'312	44'225	44'994	49'576	<b>48'717</b>	-859	-2%
Services industriels	44'268	45'460	49'977	48'481	<b>47'471</b>	-1'010	-2%
Hôpitaux	30'540	31'245	34'862	33'558	<b>36'933</b>	3'375	10%
<b>TOTAL</b>	<b>111'120</b>	<b>120'930</b>	<b>129'833</b>	<b>131'615</b>	<b>133'121</b>	<b>1'506</b>	<b>1.1%</b>

L'amélioration de ce groupe de charges pour l'administration provient essentiellement du CEG. En effet, les achats de logiciels (refacturés), l'entretien des installations et les prestations faisant l'objet de refacturation ont été très inférieurs au montant prévu au budget. Ces éléments ont évidemment pour conséquence que les recettes relatives aux montants facturés sont également inférieures aux prévisions budgétaires.

## 2.3. Subventions

Globalement, les subventions progressent de 2,2 millions de francs par rapport au budget, soit 5,1% et se situent ainsi à près de 45 millions de francs. Près de 1,7 million de francs sont dus à la croissance des charges facturées par l'Etat figurant au chapitre ci-dessous. L'augmentation des subventions aux crèches privées et au Centre de santé explique l'essentiel du solde de l'augmentation des subventions.

### 2.3.1. Evolution des charges facturées par l'Etat

Depuis 2001, la répartition des charges facturées par l'Etat n'est plus réalisée selon l'effort fiscal, mais proportionnellement selon la population (à l'exception du déficit des entreprises de transports publics régionaux où <sup>2</sup>/<sub>7</sub> sont répartis selon la qualité de la desserte).

Le tableau suivant présente la transition et l'évolution de certaines charges facturées et recettes perçues compte tenu des nouveaux critères de répartition en vigueur depuis 2001.

en milliers de francs	Répart. 2000 Communes	2000	2001	Répart.2002 Communes	B 2002	C 2002	Ecart B02/C02	
Aide sociale	50%	4'004	4'004	60%	3'319	<b>3'868</b>	549	17%
Etabl. enfants et adolescents	50%	2'180	1'876	40%	2'145	<b>1'965</b>	-180	-8%
Etabl. personnes âgées	50%	975	768	40%	870	<b>990</b>	120	14%
Charges AVS/AI	50%	10'817	6'697		-	-	-	-
Déficit fonds de crise	50%	1'316	602	40%	583	<b>468</b>	-115	-20%
Déficit LAIS	40%	13'041	11'835	40%	12'034	<b>12'578</b>	544	5%
Déficit transports		1'236	1'125		1'145	<b>1'153</b>	8	1%
./. Part IFD	50%	-6'656	-7'724	45%	-	-	-	-
./. Taxe véhicules	25%	-1'328	-	0%	-	-	-	-
<b>Sous total</b>		<b>25'585</b>	<b>19'183</b>		<b>20'096</b>	<b>21'022</b>	<b>926</b>	<b>5%</b>
Versement fds péréquation		-	5'539		4'920	<b>5'660</b>	740	15%
<b>TOTAL</b>		<b>25'585</b>	<b>24'722</b>		<b>25'016</b>	<b>26'682</b>	<b>1'666</b>	<b>7%</b>

Dès 2002, les charges AVS/AI ne sont plus réparties et nous ne recevons plus aucune contrepartie sous forme de revenus, que ce soit sur l'impôt fédéral direct ou sur la taxe des véhicules à moteur.

## 2.4. Recettes fiscales

en milliers de francs	1999	2000	2001	B 2002	C 2002	Ecart B02/C02		Ecart C02/99	
Impôt sur le revenu	66'728	67'871	83'446	84'000	<b>90'842</b>	6'842	8%	24'114	36%
Impôt sur la fortune	8'249	8'643	9'830	10'000	<b>8'600</b>	-1'400	-14%	351	4%
Impôt sur le bénéfice	27'839	30'816	39'742	33'500	<b>41'400</b>	7'900	24%	13'561	49%
Impôt sur le capital	8'427	8'054	8'313	8'500	<b>12'145</b>	3'645	43%	3'718	44%
Rectificatifs et amendes	3'545	3'007	4'562	2'100	<b>7'419</b>	5'319	253%	3'874	109%
Taxe hospitalière	9'407	9'748	-	-	-	-	-	-9'407	-100%
Pertes et abandons	-2'163	-1'991	-2'141	1'650	<b>2'378</b>	728	44%	4'541	-210%
Impôt fédéral direct	6'092	6'656	7'724	-	-	-	-	-6'092	-100%
Taxe sur les spectacles	930	872	1'125	1'000	<b>716</b>	-284	-28%	-214	-23%
Taxe de pompes	1'261	1'188	111	-	-	-	-	-1'261	-100%
<b>TOTAL</b>	<b>130'314</b>	<b>134'864</b>	<b>152'712</b>	<b>140'750</b>	<b>163'500</b>	<b>22'750</b>	<b>15%</b>	<b>33'186</b>	<b>20%</b>

Les principales modifications de la nouvelle Loi sur les contributions directes (entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2001) sont les suivantes :

- l'introduction de barèmes de référence uniques pour les impôts cantonal et communal sur le revenu et la fortune des personnes physiques,
- la modification de l'assiette fiscale des personnes physiques par l'introduction et l'augmentation de certaines déductions et l'imposition des rentes AVS à 100%,
- l'intégration de la taxe hospitalière et de la taxe de pompes dans l'impôt des personnes physiques,
- l'introduction d'un taux proportionnel de 6% à 10% pour l'imposition des bénéfices des personnes morales,
- l'introduction de l'impôt foncier communal pour les immeubles de placement des personnes morales,
- la fixation du coefficient fiscal à 94% pour l'impôt communal des personnes physiques 2002.

L'écart important à l'impôt sur le revenu de plus de 6,8 millions de francs provient de la confirmation de l'apport supplémentaire de l'impôt à la source et des effets conjugués du nouveau barème de référence 2001, des adaptations de déductions et de l'imposition à 100% des rentes AVS qui, en plus de l'augmentation moyenne des revenus, ont largement contribué à cette progression.

L'amélioration de l'impôt sur le bénéfice par rapport au budget, déjà constatée au bouclage 2001, est la conséquence de restructurations intervenues dans quelques grandes entreprises ainsi que de la taxation extraordinaire de prise de participation dans l'une des entreprises de notre ville.

L'impôt sur le capital est supérieur de plus de 3,6 millions de francs au montant prévu au budget. Cet écart est dû à d'importantes augmentations de capital dans quelques sociétés holdings de la ville.

Les taxations rectificatives des personnes morales sont de près de 5,3 millions de francs supérieurs aux prévisions budgétaires. Elles proviennent essentiellement de la taxation 2000 des

personnes morales. Ce phénomène exceptionnel ne devrait plus se reproduire à l'avenir.

## 2.5. Taxes

Le produit annuel de la taxe déchets ne couvre pas l'ensemble des charges engendrées par l'enlèvement des déchets incinérés. Cette insuffisance de financement de la taxe de près de 200'000 francs, justifie l'adaptation du tarif appliqué aux entreprises compte tenu des dispositions légales en la matière.

Le produit de la taxe d'épuration est également insuffisant de plus de 400'000 francs pour couvrir les charges. Une adaptation a donc été nécessaire.

L'encaissement de la taxe sur les spectacles est inférieur de près de 300'000 francs au montant prévu au budget du fait d'un contentieux.

## 3. Analyse des investissements

Au cours de l'exercice sous revue, les investissements nets réalisés sont inférieurs de quelques 8,5 millions de francs par rapport au budget 2002. La poursuite de la construction du NHP compte pour près de 26,5 millions de francs dans le total des dépenses d'investissement de l'année dernière, soit plus de 46%.

	<b>B 2002</b>	<b>C 2002</b>	<b>Ecart B02/C02</b>	
Investissements bruts	66'793'100	<b>57'148'538</b>	-9'644'562	-14%
Recettes	-7'845'000	<b>-6'736'860</b>	1'108'140	-14%
<b>Investissements nets totaux</b>	<b>58'948'100</b>	<b>50'411'678</b>	<b>-8'536'422</b>	<b>-14.5%</b>

### Principaux investissements bruts

Fr.

Programme de renouvellement des chaussées	1'581'493
Aménagement des locaux pour l'Académie Maximilien-de-Meuron	865'797
Entretien lourd des bâtiments administratifs	889'907
Aménagement de l'Espace de l'Europe	2'689'871
Résiliation anticipée du droit de superficie Pierre-à-Bot 91	1'291'250
Transformation des anciennes galeries Léopold-Robert	1'428'722
Aménagement des quartiers M et U du cimetière	719'237
Service des eaux et du gaz, plans directeurs	2'258'812
Service de l'électricité, plans directeurs	4'129'984
NHP	26'450'000
Equipements hospitaliers	767'200
<b>TOTAL</b>	<b>43'072'273</b>

### 3.1. Comparaison avec la planification financière quadriennale

#### Planification 2001 - 2004

	2001	2002	2003	2004	Total
Investissements bruts	65'991'500	66'236'600	68'169'400	53'767'500	254'165'000
Recettes	-7'002'500	-9'108'000	-9'406'000	-6'845'000	-32'361'500
<b>Investissements nets</b>	<b>58'989'000</b>	<b>57'128'600</b>	<b>58'763'400</b>	<b>46'922'500</b>	<b>221'803'500</b>

#### Comptes 2001, comptes 2002, budget 2003 et planification 2004

	2001	2002	2003	2004	Total
Investissements bruts	46'724'019	57'148'538	73'742'000	53'767'500	231'382'057
Recettes	-10'232'844	-6'736'860	-7'067'000	-6'845'000	-30'881'704
<b>Investissements nets</b>	<b>36'491'175</b>	<b>50'411'678</b>	<b>66'675'000</b>	<b>46'922'500</b>	<b>200'500'353</b>

Au terme de la deuxième année de la planification 2001-2004, les investissements nets sur toute la période sont inférieurs de quelques 21 millions de francs en raison du décalage dans le temps de certains projets prévus initialement.

## 4. Autofinancement

	<b>B 2002</b>	<b>C 2002</b>
Investissements couverts	37'337'592	<b>33'170'118</b>
Investissements à charge de la Ville	16'860'508	<b>12'481'625</b>
Total investissements nets	54'198'100	<b>45'651'742</b>
<b>Autofinancement</b>	<b>-23'584'100</b>	<b>-41'978'487</b>
Insuffisance de financement	30'614'000	<b>3'673'255</b>

La capacité d'autofinancement s'améliore de 78% par rapport au montant estimé au budget portant l'autofinancement des investissements à 91%. Le résultat du compte de fonctionnement, cumulé aux amortissements de près de 38 millions de francs et à l'excédent des attributions aux financements spéciaux de 2.6 millions de francs, nous permet d'assurer bien plus que le financement des investissements du patrimoine administratif à charge de la Ville. La faible insuffisance de financement a par conséquent pour effet de freiner l'accroissement de la dette.

## 5. Evolution de la dette et de la charge d'intérêts

	1999	2000	2001	B 2002	C 2002
Dette à court terme ('000)	69'000	50'000	35'000	40'000	<b>21'589</b>
Dette à long terme ('000)	482'720	523'000	563'000	605'000	<b>589'000</b>
Dette à long terme par habitant en Fr.	15'153	16'471	17'824	19'025	<b>18'659</b>
Charge nette d'intérêt ('000)	8'632	11'644	12'733	12'152	<b>11'677</b>
Charge nette d'intérêt en Fr. / habitant	271	363	403	382	<b>370</b>
Charge nette d'intérêt / produit des impôts	7.0%	9.1%	8.7%	8.9%	<b>7.4%</b>
Charge nette d'intérêt / recettes courantes	2.1%	2.6%	2.7%	2.6%	<b>2.4%</b>

La charge d'intérêts par habitant baisse de 8,2% par rapport à 2001, principalement en raison de la diminution des taux de l'endettement à court terme et de la faible croissance des emprunts.

Compte tenu des taux d'intérêts toujours favorables, la consolidation des emprunts à long terme a été poursuivie dans un cadre toutefois inférieur à l'autorisation d'emprunts. La capacité d'autofinancement a permis de freiner la croissance des dettes à court et moyen termes, qui progressent globalement de 12 millions de francs alors que le budget prévoyait une croissance de l'endettement de 47 millions de francs.

## 6. Réserve NaturMade

A la suite d'une décision du gouvernement hollandais favorisant la commercialisation d'énergie verte en la subventionnant à raison de 2 ct/kWh, les distributeurs hollandais et certains intermédiaires (Electrabel NL du Groupe Paribas, ENECO Shell, ONS, Cogas) ont recherché des fournisseurs de ce type d'électricité dans toute l'Europe. Avenis, société de trading, a été contactée dans la phase de recherche de fournisseurs qui s'est elle-même approchée des actionnaires EOS, donc de l'ENSA. Cette dernière s'est à son tour adressée à ses partenaires producteurs de la coopérative d'achat ENSA, dont la Ville de Neuchâtel. Nous avons pu accepter la proposition du fait que notre production hydraulique n'est pas commercialisée en tant que telle.

Ainsi, à 0,85 ct/hWh, déduction faite des frais administratifs et des commissions des intervenants, nous avons reçu la somme de 419'759.55 francs. Nous vous proposons par conséquent de créer une réserve et de lui attribuer la somme encaissée pour financer à l'avenir la mise en conformité de l'installation hydraulique de production d'électricité de Combe-Garot en vue de l'obtention de la certification NaturMade. La création de cette réserve affectée fait l'objet du projet d'arrêté I intitulée de manière abrégée « Réserve NaturMade ».

## 7. Fonds propres

Compte tenu du résultat de l'exercice, la fortune nette atteint la somme de 21'284'889 francs et les réserves et provisions s'élèvent à 17'159'587 francs au 31 décembre 2002.



## B. BILAN CONSOLIDE

(Administration, Services industriels, Hôpitaux)

ACTIF	31.12.2002	31.12.2001
<b>PATRIMOINE FINANCIER</b>	<b>232'271'394.91</b>	<b>242'035'511.74</b>
10. Disponibilités	4'602'292.57	21'757'137.22
11. Avoirs	118'795'524.51	102'248'940.99
12. Placements	73'695'177.50	69'222'825.25
13. Actifs transitoires	35'178'400.33	48'806'608.28
<b>PATRIMOINE ADMINISTRATIF</b>	<b>473'187'640.38</b>	<b>456'710'577.51</b>
14. Investissements	449'522'753.21	432'702'088.07
15. Prêts et participations permanentes	13'985'470.45	14'145'102.10
16. Subventions d'investissements	4'824'942.00	4'955'044.00
17. Autres dépenses à amortir	3'228'250.00	3'789'075.00
18. Avances aux financements spéciaux	1'626'224.72	1'119'268.34
19. Déficit de l'exercice	0.00	0.00
	<b>705'459'035.29</b>	<b>698'746'089.25</b>
<b>PASSIF</b>		
<b>ENGAGEMENTS</b>	<b>668'714'558.20</b>	<b>667'993'050.28</b>
20. Engagements courants	24'383'877.61	33'192'847.88
21. Dettes à court terme	21'589'769.46	35'006'987.45
22. Dettes à moyen et long termes	589'000'000.00	563'000'000.00
Dettes envers l'Etat pour actions HLM	2'889'930.80	3'045'016.75
23. Engagements envers des entités particulières	3'481'063.90	1'750'314.80
24. Provisions	1'700'000.00	357'356.31
25. Passifs transitoires	25'669'916.43	31'640'527.09
<b>FONDS PROPRES</b>	<b>36'744'477.09</b>	<b>30'753'038.97</b>
28. Financements spéciaux et réserves	15'459'587.54	15'419'698.45
29. Réserve générale	18'874'720.17	13'457'324.38
Bénéfice de l'exercice	2'410'169.38	1'876'016.14
	<b>705'459'035.29</b>	<b>698'746'089.25</b>

### C. CLOTURE DU COMPTE ADMINISTRATIF

Comptes 2001	Budget 2002		Comptes 2002	
			Charges	Revenus
Fr.	Fr.		Fr.	Fr.
<b>FONCTIONNEMENT</b>				
505'329'257.24	510'639'150	Total des charges	<b>526'754'088.77</b>	
507'205'273.38	508'733'750	Total des revenus		<b>529'164'258.15</b>
1'876'016.14		Excédent de revenus	<b>2'410'169.38</b>	
	1'905'400	Excédent de charges		
<b>INVESTISSEMENTS</b>				
44'710'788.65	61'973'100	Total des dépenses	<b>52'315'141.96</b>	
10'165'044.05	7'775'000	Total des recettes		<b>6'663'399.71</b>
34'545'744.60	54'198'100	Investissements nets		<b>45'651'742.25</b>
<b>FINANCEMENT</b>				
34'545'744.60	54'198'100	Investissements nets	<b>45'651'742.25</b>	
-24'856'540.90	-25'576'000	Amortissements		<b>28'754'168.44</b>
-602'641.00	0	Amortissements complémentaires		<b>8'136'345.46</b>
	86'500	Excédent des prélèvements aux financements spéciaux		
-5'172'672.93		Excédent des attributions aux financements spéciaux		<b>2'677'803.82</b>
	1'905'400	Excédent de charges du compte de fonctionnement		
-1'876'016.14		Excédent de revenus du compte de fonctionnement		<b>2'410'169.38</b>
2'037'873.63	30'614'000	Insuffisance de financement		<b>3'673'255.15</b>

## COMPTE DE FONCTIONNEMENT

Le compte de fonctionnement regroupe les charges et les revenus courants de la Ville.

L'excédent de revenus du compte de fonctionnement s'élève à 2'410'169.38 francs par rapport à un déficit prévu au budget de 1'905'400 francs. Le résultat de l'exercice s'améliore ainsi de 4'315'569 francs.

Par rapport au budget, les charges augmentent de 3.2% (incluant les décisions réservées pour 2.5% essentiellement en raison des amortissements complémentaires et des attributions aux réserves) et les revenus de 4.1%, grâce notamment à la hausse des recettes fiscales en général.

## COMPTE DES INVESTISSEMENTS

Le compte des investissements comprend les dépenses destinées à l'amélioration de l'infrastructure publique. Il ne prend ainsi en compte que les investissements du patrimoine administratif dont la synthèse pour les comptes 2002 se présente comme suit :

Investissements à la charge de la Ville	Fr. 12'481'624.73	27%
Investissements couverts	<u>Fr. 33'170'117.52</u>	73%
Total des investissements nets	Fr. 45'651'742.25	100 %

=====

Les investissements bruts réalisés en 2002 sont inférieurs de près de 10 millions de francs par rapport au budget. Cet écart s'explique principalement par des dépenses inférieures aux prévisions pour les investissements de la Police du feu et de l'Instruction publique dont les dépenses pour certaines rénovations d'immeubles interviendront ultérieurement. L'effort d'investissement de la Ville durant l'exercice n'en reste pas moins important en volume avec des investissements nets qui totalisent près de 46 millions de francs.

## FINANCEMENT

La capacité d'autofinancement des investissements de la commune s'élève à 42.0 millions de francs (budget: 23.6), constituée par les amortissements, les variations des comptes de réserves et le report du résultat de fonctionnement, ce qui laisse apparaître une insuffisance de financement de 3.7 millions de francs pour l'exercice (budget: 30.6 millions de francs).

Nous avons procédé à des amortissements complémentaires de 8.1 millions francs dont une grande partie sur les infrastructures actuelles du site de la Maladière.

Toutefois, si cette insuffisance de financement a nécessité un recours à l'emprunt, elle ne grèvera les comptes de fonctionnement ultérieurs que pour la part des investissements non couverts à la charge de la Ville qui s'élève à 12.5 millions de francs (budget: 16.9 millions de francs).

## D. COMPTE DE FONCTIONNEMENT

### CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE

Par sections	Comptes 2002		Budget 2002		Comptes 2001	
	Charges	Revenus	Charges	Revenus	Charges	Revenus
01. Chancellerie	5'792'858.02	1'468'207.90	6'014'900	1'400'400	8'006'594.73	1'511'891.45
02. Finances	58'776'828.94	195'057'119.37	58'838'700	178'685'100	58'908'898.97	190'265'362.95
03. Forêts et Domaines	4'765'341.37	3'627'195.05	4'359'400	3'919'200	4'567'869.75	3'717'338.09
04. Services sociaux	19'923'476.77	2'373'205.45	18'723'900	2'048'200	25'040'901.83	2'085'794.40
05. Travaux publics	37'113'567.60	18'544'534.80	35'855'300	18'427'400	34'284'098.50	16'644'599.16
06. Urbanisme	18'582'301.26	10'342'811.50	14'769'900	11'349'150	16'219'207.02	9'911'775.90
07. Police	15'618'440.15	6'637'190.12	15'126'300	6'221'100	14'454'777.56	6'205'927.44
08. Police du feu	9'915'910.63	4'494'738.95	9'914'300	4'218'100	8'882'257.05	4'067'396.35
09. Instruction publique	105'761'994.32	75'498'216.86	108'385'650	76'782'600	100'003'329.52	70'514'246.72
10. Affaires culturelles	15'028'614.58	1'438'365.41	14'219'500	1'593'300	13'933'712.10	1'431'571.52
11. Services industriels	77'447'351.38	83'093'861.87	77'816'900	82'955'200	78'877'180.97	84'090'444.17
12. Hôpitaux	136'035'612.61	123'446'003.62	129'878'800	117'830'000	125'359'708.38	113'504'840.33
13. Sports	14'605'570.75	3'140'307.25	9'728'000	3'303'000	9'951'576.73	3'243'084.90
14. Tourisme et transports	7'386'220.39	2'500.00	7'007'600	1'000	6'839'144.13	11'000.00
	<b>526'754'088.77</b>	<b>529'164'258.15</b>	510'639'150	508'733'750	505'329'257.24	507'205'273.38
Excédent de charges				1'905'400		
Excédent de revenus	<b>2'410'169.38</b>				1'876'016.14	
<b>TOTAL</b>	<b>529'164'258.15</b>	<b>529'164'258.15</b>	510'639'150	510'639'150	507'205'273.38	507'205'273.38

**CLASSIFICATION SPECIFIQUE**

Par natures	Comptes 2002		Budget 2002		Comptes 2001	
	Charges	Revenus	Charges	Revenus	Charges	Revenus
30. Charges de personnel	<b>232'488'937.09</b>		230'331'100		217'495'837.38	
31. Biens, services et marchandises	<b>133'120'803.07</b>		131'615'000		129'833'370.77	
32. Intérêts passifs	<b>24'578'061.95</b>		25'888'600		25'189'043.43	
33. Amortissements	<b>36'890'513.90</b>		25'576'000		25'459'181.90	
34. Parts et contributions aux communes	<b>0.00</b>		0		0.00	
35. Dédommagements aux collectivités publ.	<b>13'147'710.20</b>		13'407'300		12'803'907.10	
36. Subventions accordées	<b>44'956'757.36</b>		42'776'700		49'681'608.32	
37. Subventions redistribuées	<b>0.00</b>		0		0.00	
38. Attributions aux réserves	<b>3'776'920.90</b>		989'600		7'813'619.12	
39. Imputations internes	<b>37'794'384.30</b>		40'054'850		37'052'689.22	
40. Impôts		<b>161'811'318.21</b>		139'405'000		148'763'275.15
41. Patentes et concessions		<b>67'354.25</b>		74'600		53'564.80
42. Revenus des biens		<b>13'780'342.35</b>		14'083'800		13'658'455.15
43. Contributions, émoluments		<b>182'267'325.61</b>		188'986'100		184'220'252.07
44. Parts à des recettes cantonales		<b>1'805'956.69</b>		1'443'500		9'557'843.49
45. Dédommagements de collectivités publ.		<b>30'668'848.06</b>		31'001'200		27'638'351.54
46. Subventions acquises		<b>99'869'611.60</b>		92'608'600		83'619'895.77
47. Subventions à redistribuer		<b>0.00</b>		0		0.00
48. Prélèvements aux réserves		<b>1'099'117.08</b>		1'076'100		2'640'946.19
49. Imputations internes		<b>37'794'384.30</b>		40'054'850		37'052'689.22
Excédent de charges	<b>526'754'088.77</b>	<b>529'164'258.15</b>	510'639'150	508'733'750 1'905'400	505'329'257.24	507'205'273.38
Excédent de revenus	<b>2'410'169.38</b>				1'876'016.14	
<b>TOTAL</b>	<b>529'164'258.15</b>	<b>529'164'258.15</b>	510'639'150	510'639'150	507'205'273.38	507'205'273.38

**CLASSIFICATION FONCTIONNELLE**

Par tâches	Comptes 2002				Comptes 2001	
	Charges	Revenus	Résultat net	Par habitant	Résultat net	Par habitant
0. Administration	<b>28'209'179.88</b>	<b>13'837'954.21</b>	-14'371'225.67	-455.-	-14'014'125.53	-444.-
1. Sécurité publique	<b>19'989'219.82</b>	<b>4'330'357.51</b>	-15'658'862.31	-496.-	-14'865'796.20	-471.-
2. Enseignement et formation	<b>108'881'157.77</b>	<b>76'635'882.16</b>	-32'245'275.61	-1'022.-	-30'119'007.93	-954.-
3. Culture, sports et loisirs	<b>41'198'655.77</b>	<b>8'935'338.23</b>	-32'263'317.54	-1'022.-	-28'234'498.05	-894.-
4. Santé	<b>141'183'402.70</b>	<b>127'027'957.17</b>	-14'155'445.53	-448.-	-13'132'277.15	-416.-
5. Prévoyance sociale	<b>19'605'672.01</b>	<b>2'744'478.00</b>	-16'861'194.01	-534.-	-22'129'638.68	-701.-
6. Trafic	<b>26'119'055.48</b>	<b>7'834'625.01</b>	-18'284'430.47	-579.-	-16'784'670.10	-531.-
7. Protection et aménagement de l'environnement	<b>21'383'094.39</b>	<b>19'111'417.82</b>	-2'271'676.57	-72.-	-2'202'182.82	-70.-
8. Economie publique	<b>72'944'064.83</b>	<b>77'272'563.93</b>	4'328'499.10	137.-	4'156'314.84	132.-
9. Finances et impôts	<b>47'240'586.12</b>	<b>191'433'684.11</b>	144'193'097.99	4'568.-	139'201'897.76	4'407.-
Excédent de revenus Excédent de charges	<b>526'754'088.77</b> <b>2'410'169.38</b>	<b>529'164'258.15</b>	2'410'169.38	76.-	1'876'016.14	59.-
Nombre d'habitants	<b>529'164'258.15</b>	<b>529'164'258.15</b>				
			31'566		31'587	

## EVOLUTION DU COMPTE DE FONCTIONNEMENT

(sans imputations internes)

En mios de francs	1990	en %	1999	en %	2000	en %	2001	en %	B 2002	en %	C 2002	en %
<b>Charges</b>												
Charges de personnel	159.9	49.8%	199.6	48.1%	203.8	46.9%	217.5	46.5%	230.3	48.9%	232.5	47.6%
Biens, services et marchandises	93.2	29.1%	111.1	26.8%	120.9	27.8%	129.8	27.7%	131.6	28.0%	133.1	27.2%
Intérêts passifs	21.7	6.8%	19.9	4.8%	22.9	5.3%	25.2	5.4%	25.9	5.5%	24.5	5.0%
Amortissements	13.3	4.1%	20.0	4.8%	22.6	5.2%	25.4	5.4%	25.6	5.4%	36.9	7.6%
Dédommagements aux collectivités	10.0	3.1%	12.3	3.0%	12.9	3.0%	12.8	2.7%	13.4	2.8%	13.1	2.7%
Subventions accordées	22.1	6.9%	50.4	12.1%	50.8	11.7%	49.7	10.6%	42.8	9.1%	44.9	9.2%
Attributions aux réserves	0.6	0.2%	1.6	0.4%	0.9	0.2%	7.8	1.7%	1.0	0.2%	3.7	0.8%
<b>Total</b>	<b>320.8</b>	<b>100.0%</b>	<b>414.9</b>	<b>100.0%</b>	<b>434.8</b>	<b>100.0%</b>	<b>468.2</b>	<b>100.0%</b>	<b>470.6</b>	<b>100.0%</b>	<b>488.7</b>	<b>100.0%</b>
<i>Total en % (base 1990)</i>	<b>100.0%</b>		<b>129.3%</b>		<b>135.5%</b>		<b>145.9%</b>		<b>146.7%</b>		<b>152.3%</b>	
<b>Produits</b>												
Impôts	83.1	27.1%	125.2	30.0%	129.1	29.6%	148.8	31.7%	139.4	29.7%	161.8	32.9%
Patentes & concessions	0.2	0.1%	0.1	0.0%	0.1	0.0%	0.1	0.0%	0.1	0.0%	0.1	0.0%
Revenus des biens	16.1	5.2%	14.0	3.4%	14.1	3.2%	13.6	2.9%	14.1	3.0%	13.8	2.8%
Contributions	134.3	43.7%	171.4	41.1%	177.9	40.7%	184.2	39.2%	189.0	40.3%	182.2	37.1%
Parts à des recettes	5.9	1.9%	8.8	2.1%	9.6	2.2%	9.5	2.0%	1.4	0.3%	1.8	0.4%
Dédommagements de collectivités	10.9	3.5%	20.1	4.8%	24.3	5.6%	27.6	5.9%	31.0	6.6%	30.6	6.2%
Subventions acquises	56.4	18.4%	76.0	18.2%	80.7	18.5%	83.6	17.8%	92.6	19.8%	99.8	20.3%
Prélèvements aux réserves	0.3	0.1%	1.4	0.3%	0.9	0.2%	2.6	0.6%	1.1	0.2%	1.0	0.2%
<b>Total</b>	<b>307.2</b>	<b>100.0%</b>	<b>417.0</b>	<b>100.0%</b>	<b>436.7</b>	<b>100.0%</b>	<b>470.0</b>	<b>100.0%</b>	<b>468.7</b>	<b>100.0%</b>	<b>491.1</b>	<b>100.0%</b>
<i>Total en % (base 1990)</i>	<b>100.0%</b>		<b>135.7%</b>		<b>142.2%</b>		<b>153.0%</b>		<b>152.6%</b>		<b>159.9%</b>	
<b>RESULTAT</b>	<b>-13.6</b>		<b>2.1</b>		<b>1.9</b>		<b>1.8</b>		<b>-1.9</b>		<b>2.4</b>	

## BALANCE DES CHARGES ET REVENUS

### Compte de fonctionnement

(- = excédent de charges, + = excédent de revenus)

Sections	Comptes 2002	Budget 2002	+ amélioration - aggravation du résultat
	Fr.	Fr.	Fr.
01. Chancellerie	- 4'324'650.12	- 4'614'500	+ 289'849.88
02. Finances	+ 136'280'290.43	+ 119'846'400	+ 16'433'890.43
03. Forêts et Domaines	- 1'138'146.32	- 440'200	- 697'946.32
04. Services sociaux	- 17'550'271.32	- 16'675'700	- 874'571.32
05. Travaux publics	- 18'569'032.80	- 17'427'900	- 1'141'132.80
06. Urbanisme	- 8'239'489.76	- 3'420'750	- 4'818'739.76
07. Police	- 8'981'250.03	- 8'905'200	- 76'050.03
08. Police du feu	- 5'421'171.68	- 5'696'200	+ 275'028.32
09. Instruction publique	- 30'263'777.46	- 31'603'050	+ 1'339'272.54
10. Affaires culturelles	- 13'590'249.17	- 12'626'200	- 964'049.17
11. Services industriels	+ 5'646'510.49	+ 5'138'300	+ 508'210.49
12. Hôpitaux	- 12'589'608.99	- 12'048'800	- 540'808.99
13. Sports	- 11'465'263.50	- 6'425'000	- 5'040'263.50
14. Tourisme et transports	- 7'383'720.39	- 7'006'600	- 377'120.39
Résultat net	+ 2'410'169.38	- 1'905'400	+ 4'315'569.38



## Charges de fonctionnement

### 30. CHARGES DE PERSONNEL

		Comptes 2002	Ecart	Budget 2002	Comptes 2001
		Fr.	%	Fr.	Fr.
300	Autorités et commissions	1'002'729.15	12.8%	888'900	1'004'597.46
301	Personnel administratif et d'exploitation	133'292'548.99	2.1%	130'512'800	126'851'042.43
302	Personnel enseignant	54'500'767.05	-2.3%	55'775'200	51'021'918.50
303	Assurances sociales	15'937'891.58	-2.5%	16'350'300	15'094'498.53
304	Caisse de pensions de l'Etat	5'516'780.80	-0.4%	5'538'000	4'937'217.94
305	Assurance acc. et perte de gains	2'012'560.29	-0.2%	2'017'600	1'468'402.76
306	Prestations en nature	685'781.99	0.5%	682'500	572'334.43
307	Caisse de pensions Ville	16'585'977.40	6.9%	15'519'600	13'603'473.65
308	Personnel temporaire	1'264'509.15	-4.8%	1'328'400	1'268'691.95
309	Autres charges de personnel	1'689'390.69	-1.7%	1'717'800	1'673'659.73
30	TOTAL	<b>232'488'937.09</b>	0.9%	230'331'100	217'495'837.38

301 - Les salaires ont été servis à l'indice de 101.4 (base 100 en mai 2000), soit 0.9 point de moins qu'au budget.

Compte tenu de l'engagement extraordinaire de certains collaborateurs durant la période Expo.02 (report de vacances, engagement sur le week-end, responsabilités supplémentaires selon les besoins), une prime unique leur a été versée en fonction de la nature des inconvénients subis (entre 500 et 1'600 francs).

En 2002 a été introduite une allocation complémentaire de 145 francs par mois et par enfant ; en parallèle, les allocations de ménage et de résidence ont été supprimées, tout en garantissant les droits acquis sous forme de montants compensatoires. Les coûts liés à cette réforme sont conformes aux montants annoncés dans le rapport y relatif du 12 septembre 2001. Ainsi, ces charges se montent à 3'059'488 francs aux comptes 2002 alors qu'elles avaient été budgétisées à 3'190'000 francs.

303 - La cotisation paritaire pour l'assurance maladie "perte de gain" est passée de 0.6% à 1.15%.

307 - En ce qui concerne la Caisse de pensions, le montant de coordination était de 14'420 francs et les cotisations se montaient à :

- 7.5% pour l'employé A
- 9.25% pour l'employé B
- 165% des cotisations ci-dessus pour la part de l'employeur, plus attribution unique de 500'000 francs.

Afin de permettre une analyse plus fine des charges de personnel, nous les présentons réparties en trois groupes : Administration, Instruction publique et Hôpitaux.

Nous observons que les dépenses sont maîtrisées au sein de l'Administration générale et de l'Instruction publique.

Les Hôpitaux, pour leur part, enregistrent un dépassement du budget de 3.6% (2.7 millions de francs). La cause en est le sureffectif rendu nécessaire par les absences maladie et accident et les congés parentaux.

<b>Charges par entités</b>	<b>Comptes 2002</b>	<b>Ecart</b>	<b>Budget 2002</b>	<b>Comptes 2001</b>
	<b>Fr.</b>		<b>Fr.</b>	<b>Fr.</b>
Administration	<b>79'845'807</b>	1.0%	79'016'300	75'281'037
Instruction publique	<b>74'987'197</b>	-1.8%	76'353'800	70'224'074
Hôpitaux	<b>77'655'933</b>	3.6%	74'961'000	71'990'726
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>232'488'937</b>	0.9%	230'331'100	217'495'837

Il faut préciser que les comptes ci-dessus incluent les salaires et charges relatifs à tout le personnel, y compris les enseignants, stagiaires, élèves et apprentis. Par contre, ces quatre derniers groupes ne sont pas recensés dans le tableau des effectifs ci-après.

## Effectif du personnel

Le tableau ci-dessous présente l'effectif des salariés en postes à 100%, y compris les temps partiels, les emplois occasionnels, les remplacements, les heures payées. Comme susmentionné, il n'inclut pas les enseignants, ni les stagiaires, élèves et apprentis.

SECTIONS	Effectif ann. moyen (à 100%)			Budget	Effectif	Ecart
	1999	2000	2001	2002	2002	B02/C02
01 Chancellerie	20.42	19.78	19.17	20.90	18.95	-1.95
02 Finances	72.24	78.18	81.80	86.53	79.83	-6.70
03 Forêts & Domaines	11.55	12.11	12.86	12.83	12.76	-0.07
04 Services sociaux	54.15	59.17	61.48	65.34	67.18	1.84
05 Travaux publics	144.62	149.10	155.40	151.00	163.20	12.20
06 Urbanisme	29.65	29.94	32.93	32.67	32.21	-0.46
07 Police	99.70	105.20	109.67	114.97	113.01	-1.96
08 Police du feu	56.49	57.49	63.88	67.55	68.26	0.71
10 Affaires culturelles*	74.41	45.03	45.01	45.68	49.09	3.41
11 Services industriels	126.25	120.59	115.40	116.99	112.48	-4.51
13 Sports	36.01	36.65	45.00	42.75	46.41	3.66
14 Tourisme & Transports					0.12	0.12
<b>Total Administration</b>	<b>725.49</b>	<b>713.24</b>	<b>742.60</b>	<b>757.21</b>	<b>763.50</b>	<b>6.29</b>
09 Instruction publique	101.51	105.31	109.51	104.84	108.63	3.79
12 Hôpitaux	737.43	755.70	781.07	750.85	788.31	37.46
<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1'564.43</b>	<b>1'574.25</b>	<b>1'633.18</b>	<b>1'612.90</b>	<b>1'660.44</b>	<b>47.54</b>

\*Dès l'exercice 2000, sans la BPU, devenue fondation indépendante.

L'augmentation par rapport au budget des effectifs au Travaux publics est entièrement due aux prestations supplémentaires effectuées pour l'Expo.02 et ses partenaires, lesquelles ont fait l'objet de refacturations.

### 31. ACHATS DE BIENS, SERVICES ET MARCHANDISES

		Comptes 2002	Ecart	Budget 2002	Comptes 2001
		Fr.	%	Fr.	Fr.
310	Fournitures de bureau, imprimés et matériel d'enseignement	<b>9'278'922.56</b>	3.8%	8'941'400	8'554'225.03
311	Achats de mobilier, machines, véhicules	<b>7'325'029.90</b>	2.8%	7'122'100	6'316'452.98
312	Eau, énergie, combustibles	<b>43'005'784.01</b>	-5.4%	45'439'100	46'317'348.73
313	Autres marchandises	<b>15'397'770.02</b>	10.2%	13'976'600	15'125'155.32
314	Entretien des immeubles et du domaine public	<b>12'239'893.86</b>	22.2%	10'017'600	10'871'294.53
315	Entretien d'objets mobiliers	<b>4'027'321.76</b>	-27.5%	5'558'400	3'314'521.81
316	Loyers, fermages et redevances d'utilisation	<b>9'172'142.14</b>	6.7%	8'594'300	8'051'535.82
317	Dédommagements	<b>1'481'807.97</b>	7.2%	1'381'700	1'317'910.47
318	Honoraires et autres services	<b>29'057'551.27</b>	0.5%	28'908'500	28'324'064.83
319	Frais divers	<b>2'134'579.58</b>	27.4%	1'675'300	1'640'861.25
31	<b>TOTAL</b>	<b>133'120'803.07</b>	1.1%	131'615'000	129'833'370.77

Par rapport au budget, le groupe présente un écart de 1.1%, soit une aggravation de 1'505'803 francs.

Par entités, les variations des comptes par rapport au budget se décomposent comme suit:

- Administration      -545'337      L'amélioration provient principalement, au CEG, d'achats de logiciels (refacturés), d'entretien des installations et de prestations refacturées inférieurs aux montants prévus au budget.
- Instruction publique      -313'691      Dû essentiellement à des achats d'équipement et de matériel inférieurs au montant prévu au budget.
- Services industriels      -1'009'851      Dû à une diminution de l'achat de gaz.
- Hôpitaux      +3'374'682      Compensé par les recettes et les subventions LAIS.

### 32. INTERETS PASSIFS

	<b>Comptes 2002</b>	Ecart	Budget 2002	Comptes 2001
	Fr.	%	Fr.	Fr.
320 Engagements courants	<b>19'797.85</b>	33.8%	14'800	25'514.85
321 Dettes à court terme	<b>413'235.66</b>	-70.8%	1'415'000	2'011'576.20
322 Dettes à long terme	<b>24'052'994.46</b>	-1.6%	24'455'300	23'116'144.43
323 Dette envers des entités	<b>12'033.30</b>	243.8%	3'500	35'807.95
329 Autres intérêts passifs	<b>80'000.68</b>		0	0
<b>32 TOTAL</b>	<b>24'578'061.95</b>	-5.1%	25'888'600	25'189'043.43

Durant l'exercice 2002, les montants dévolus aux intérêts passifs ont pu être réduits. Les charges sont inférieures de 1'310'538 francs par rapport au budget et de 610'981 francs par rapport aux comptes 2001, nonobstant le fait que la dette à long terme s'est accrue de 26 millions de francs.

Le refinancement de la dette à long terme s'est poursuivi par la conclusion de 9 emprunts dont le taux moyen s'est établi à 4.05%. Avec le faible niveau des taux d'intérêts tels que pratiqués durant l'exercice, la consolidation de la dette à long terme a été poursuivie en favorisant les échéances longues.

321 - Ce poste enregistre une amélioration de 1'001'764 francs grâce aux conditions de taux d'intérêts bas pratiquées sur les durées de 1 mois à 12 mois. Ces échéances sont utilisées pour la conclusion d'emprunts nécessaires à la trésorerie courante.

322 - Ce poste enregistre une amélioration de 402'306 francs grâce aux conditions de taux d'intérêts qui se sont améliorées dès le printemps 2002. Cette évolution favorable a permis de réduire le taux moyen de la dette à long terme à 4.11% (sans frais et commissions).

329 - Cette rubrique figurant pour la première fois dans les comptes, résulte de la comptabilisation d'intérêts compensatoires versés aux contribuables qui se sont acquittés de tranches d'impôts plus élevées. Le taux d'intérêt compensatoire en faveur des contribuables est fixé à 1.5%.

Le tableau de la page suivante présente une analyse de l'évolution de la charge d'intérêts et de quelques ratios de comparaison avec les éléments du compte de fonctionnement.

## EVOLUTION DE LA CHARGE D'INTERETS

En milliers de francs	1999	2000	2001	Budget 2002	Comptes 2002
Intérêts passifs	19'853	22'915	25'189	25'889	<b>24'578</b>
./. revenus financiers	-1'753	-927	-1'047	-708	<b>-917</b>
./. intérêts refacturés <sup>(1)</sup>	-9'468	-10'344	-11'409	-13'029	<b>-11'984</b>
Charge nette	<b>8'632</b>	<b>11'644</b>	<b>12'733</b>	<b>12'152</b>	<b>11'677</b>
Produits des impôts (A)	124'153	126'665	145'683	136'300	<b>158'826</b>
Intérêts passifs / A	16.0%	18.1%	17.3%	19.0%	<b>15.5%</b>
Charge nette / A	7.0%	9.2%	8.7%	8.9%	<b>7.4%</b>
Recettes courantes (B)	415'596	435'755	467'516	468'290	<b>490'271</b>
Intérêts passifs / B	4.8%	5.3%	5.4%	5.5%	<b>5.0%</b>
Charge nette / B	2.1%	2.7%	2.7%	2.6%	<b>2.4%</b>
<sup>(1)</sup> Intérêts refacturés (détails):					
- Hôpitaux	2'159	2'611	3'409	4'583	<b>4'117</b>
- Services industriels	5'112	5'387	5'747	6'209	<b>5'734</b>
- Ecoles	954	1'050	1'044	987	<b>955</b>
- Urbanisme	1'243	1'296	1'209	1'250	<b>1'178</b>
	<b>9'468</b>	<b>10'344</b>	<b>11'409</b>	<b>13'029</b>	<b>11'984</b>

### 33. AMORTISSEMENTS

	Comptes 2002	Ecart	Budget 2002	Comptes 2001
	Fr.	%	Fr.	Fr.
330 Patrimoine financier, immeubles	<b>1'021'309.55</b>	1.0%	1'011'000	1'287'779.35
330 Escomptes, pertes et abandons	<b>6'804'113.36</b>	50.5%	4'520'500	5'424'496.62
331 Patrimoine admin.(ordinaires)	<b>20'928'745.53</b>	4.4%	20'044'500	18'746'905.93
332 Patrimoine admin.(complément.)	<b>8'136'345.46</b>		0	0.00
<b>33 TOTAL</b>	<b>36'890'513.90</b>	<b>44.2%</b>	<b>25'576'000</b>	<b>25'459'181.90</b>

Ce groupe de comptes comprend tous les amortissements réglementaires ordinaires (postes 330 et 331) et complémentaires ( rubrique 332).

330 - Les pertes et abandons concernent principalement le contentieux fiscal et les imputations forfaitaires d'impôts pour 4'333'600 francs (au budget 3'450'000 francs). Par ailleurs, une attribution à la provision débiteurs impôts de 1'700'000 francs est comptabilisé pour la première fois au service des contributions.

Les Hôpitaux enregistrent des pertes pour 488'200 francs (au budget 365'000 francs).

332 - Des amortissements complémentaires ont été effectués pour 8'136'300 francs, touchant les sections suivantes :

- Travaux publics        844'200 francs
- Urbanisme            2'096'900 francs
- Services industriels   826'400 francs
- Sports                4'368'800 francs

### 35. DEDOMMAGEMENTS A DES COLLECTIVITES PUBLIQUES

	<b>Comptes 2002</b>	Ecart	Budget 2002	Comptes 2001
	Fr.	%	Fr.	Fr.
351 Canton (formation professionnelle facturée par l'Etat)	<b>471'484.20</b>	-2.0%	481'300	496'565.25
352 Communes (formation professionnelle assurée par les communes, ESRN)	<b>12'676'226.00</b>	-1.9%	12'926'000	12'307'341.85
35 TOTAL	<b>13'147'710.20</b>	-1.9%	13'407'300	12'803'907.10

352 - Cette rubrique est essentiellement influencée par les prix coûtants versés pour les élèves de la Ville fréquentant l'Ecole secondaire régionale de Neuchâtel ou des établissements scolaires hors du territoire communal, en vue d'y parfaire leur formation.

Pour l'ESRN, on enregistre une baisse du prix coûtant par élève (10'135 francs au lieu de 10'537 francs au budget) et un effectif moyen stable (+ 1 élève).

La participation de la Ville aux écolages 2002 est inférieure de 288'900 francs par rapport aux prévisions.



### 36. SUBVENTIONS ACCORDEES

		Comptes 2002	Ecart	Budget 2002	Comptes 2001
		Fr.	%	Fr.	Fr.
361	Canton (aide sociale, établ. enfants et adoles., établ. pers. âgées, charges AVS/AI aide hospitalière, part fonds de crise, péréquation)	<b>27'434'962.50</b>	5.5%	26'015'900	32'611'651.45
362	Communes (Syndicats théâtre régional, anneau d'athlétisme et patinoires)	<b>2'418'710.11</b>	5.8%	2'285'700	2'457'203.95
364	Sociétés d'économie mixte (BPU, compagnies de transports)	<b>8'619'700.36</b>	0.5%	8'579'000	8'327'560.21
365	Institutions privées (chancellerie, services sociaux et affaires culturelles)	<b>5'819'306.10</b>	11.3%	5'226'400	5'066'999.96
366	Personnes physiques (aide complém. AVS/AI, bourses, chômeurs, aide aux logements)	<b>664'078.29</b>	-0.8%	669'700	1'218'192.75
36	<b>TOTAL</b>	<b>44'956'757.36</b>	5.1%	42'776'700.00	49'681'608.32

Le total du groupe enregistre une détérioration de 2'180'057 francs par rapport au budget, soit l'équivalent de 5.1%.

361 - Les subventions versées à l'Etat affichent une augmentation de 1'419'062 francs (5.5%) par rapport au budget.

Notre part au versement à la péréquation financière s'élève à 5'660'220 francs soit une augmentation de 15% par rapport au budget.

Notre participation à l'Aide sociale s'élève à 3'867'740 francs et est supérieure de 17% par rapport au budget. En revanche, celle destinée au fonds de crise se monte à 467'864 francs soit une amélioration de 115'036 francs.

Les subventions aux établissements spécialisés pour enfants et adolescents atteignent 1'965'129 francs et celles pour les personnes âgées 990'410 francs.

A la suite de l'entrée en vigueur de l'ensemble des effets du désenchevêtrement des tâches, la part aux charges AVS/AI ne figure plus dans les comptes. En revanche, est comptabilisée la participation aux établissements spécialisés AI qui s'élève à 702'926 francs.

- 362 - La restitution de la taxe sur les spectacles au syndicat intercommunal du Théâtre se monte à 205'513 francs, supérieure de 115'513 francs par rapport au montant prévu au budget.

Notre participation au déficit du Syndicat intercommunal de l'anneau d'athlétisme s'élève à 195'690 francs, supérieure de 30'990 francs par rapport au budget.

- 365 - La part dévolue aux institutions privées présente une détérioration de plus de 11% par rapport au budget. Cela résulte principalement du dépassement budgétaire des montants alloués au Centre de santé (151'801 francs) et crèches privées (401'688 francs). La part communale à l'accueil dans des crèches d'autres communes des enfants domiciliés à Neuchâtel figure pour la première fois dans cette rubrique (33'412 francs).

### 38. ATTRIBUTIONS AUX RESERVES

	<b>Comptes 2002</b>	Ecart	Budget 2002	Comptes 2001
	Fr.	%	Fr.	Fr.
380 Attributions aux financements spéciaux (taxe déchets, STEP)	<b>212'914.55</b>		0	0
381 Attributions aux financements spéciaux (droits de superficie et taxes affectées)	<b>504'415.60</b>	-33.0%	753'100	1'715'381.82
382 Attributions aux réserves	<b>3'059'590.75</b>	1193.7%	236'500	6'098'237.30
38 TOTAL	<b>3'776'920.90</b>	281.7%	989'600	7'813'619.12

#### Détail des attributions :

##### **Chancellerie**

Expo.02	0.00	0	2'000'000.00
---------	------	---	--------------

##### **Finances**

Ducroire sur débiteurs	0.00	0	1'000'000.00
Réserve déchets	0.00	0	1'473'338.85
Encouragement à la formation	200'000.00	0	100'000.00

##### **Forêts et domaines**

Droit de superficie fondation "Chez Nous"	3'200.00	3'200	3'200.00
Réserve forestière	200'000.00	5'000	250'000.00

##### **Travaux publics**

Epuration des eaux (excédent de revenus annuels)	0.00	698'900	0.00
Epuration des eaux (amortissement avance)	153'753.10	0	0.00
Ordures et déchets (amortissement avance)	59'161.45	0	0

à reporter :	616'114.55	707'100	4'826'538.85
--------------	------------	---------	--------------

	<b>Comptes 2002</b>	Ecart	Budget 2002	Comptes 2001
	Fr.	%	Fr.	Fr.
report :	<b>616'114.55</b>		707'100	4'826'538.85
<b>Urbanisme</b>				
Immeubles locatifs patrimoine financier, réserve pour entretien	<b>1'307'000.00</b>		109'200	1'272'600.00
Immeubles HLM patrimoine financier, réserve pour entretien	<b>117'400.00</b>		17'500	147'400.00
Immeubles locatifs patrimoine administr., réserve pour entretien	<b>233'000.00</b>		29'800	227'600.00
Fonds compensatoire pour aménagement de places de parc, réserve	<b>10'800.00</b>		50'000	10'800.00
<b>Police</b>				
Ports (excédent de revenus annuels)	<b>189'663.60</b>		0	89'438.97
<b>Police du feu</b>				
Construction d'abris publics de protection civile, réserve	<b>100'752.00</b>		1'000	38'604.00
<b>Instruction publique</b>				
Equipement CPLN, réserve	<b>82'431.20</b>		75'000	80'637.30
<b>Affaires culturelles</b>				
Achat d'objets de collection, réserve	<b>200'000.00</b>		0	250'000.00
<b>Services industriels</b>				
Réserve électricité	<b>500'000.00</b>		0	870'000.00
Réserve NaturMade	<b>419'759.55</b>		0	0.00
	<b>3'776'920.90</b>		989'600	7'813'619.12

Les attributions aux réserves se situent à un niveau largement supérieur au budget.

A l'Urbanisme, les travaux encore importants à l'avenir dans l'entretien du patrimoine construit pourront être financés partiellement par cette réserve.

Comme l'an passé également, la dotation de 200'000 francs à la réserve pour les achats d'objets de collection donnera aux Affaires culturelles les moyens nécessaires à des acquisitions futures.

L'amélioration des résultats du Service de l'électricité permet de renforcer la réserve d'électricité et d'alimenter la nouvelle réserve NaturMade.

## Revenus de fonctionnement

### 40. IMPOTS

	Comptes 2002	Ecart	Budget 2002	Comptes 2001
	Fr.	%	Fr.	Fr.
400 Personnes physiques	<b>107'218'774.81</b>	11.6%	96'100'000	99'480'841.45
401 Personnes morales	<b>53'562'829.05</b>	27.5%	42'000'000	48'054'986.75
406 Impôts sur la propriété et la dépense	<b>1'029'714.35</b>	-21.1%	1'305'000	1'227'446.95
40 TOTAL	<b>161'811'318.21</b>	16.1%	139'405'000	148'763'275.15

Les impôts facturés en 2002 sont en augmentation de 16.1% par rapport au montant prévu au budget, représentant plus de 22.4 millions de francs.

400 - Le compte des personnes physiques comprend l'impôt sur le revenu et la fortune, les taxations rectificatives et les comptes d'insuffisances et d'amendes.

L'impôt sur la fortune est inférieur de près de 1.4 million de francs au montant prévu au budget du fait de l'effondrement de la bourse durant l'année écoulée.

En ce qui concerne l'impôt sur le revenu, l'écart de plus de 6.8 millions de francs provient de la confirmation de l'apport supplémentaire de l'impôt à la source et des effets conjugués du nouveau barème de référence 2001, des adaptations de déductions et de l'imposition à 100% des rentes AVS qui, en plus de l'augmentation naturelle des revenus, ont largement contribué à cette progression.

Les taxations rectificatives des personnes physiques sont inférieures au budget de plus de 600'000 francs et concernent les années de taxation 1999 et 2000.

Les comptes d'insuffisances et d'amendes sont très proches des prévisions budgétaires. Le nombre de comptes ouverts en 2002 est de 13 (23 en 2001) dont 1 supérieur à 20'000 francs (2 en 2001).

401 - Le compte des personnes morales comprend l'impôt sur le bénéfice et le capital, l'impôt foncier ainsi que les taxations rectificatives.

L'impôt sur le capital est supérieur de plus de 3.3 millions de francs au montant prévu au budget. Cet écart est dû à de grosses augmentations de capital dans quelques sociétés holdings de la ville.

L'écart important de l'impôt sur le bénéfice par rapport au budget est la conséquence de restructurations intervenues dans quelques grosses entreprises ainsi que de la taxation extraordinaire de prise de participation dans une des entreprises de notre ville.

Les taxations rectificatives des personnes morales sont de près de 6 millions de francs supérieurs aux prévisions budgétaires. Elles proviennent essentiellement de la taxation 2000. Ce phénomène exceptionnel ne devrait plus se reproduire à l'avenir.

#### 41. PATENTES ET CONCESSIONS

	<b>Comptes 2002</b>	Ecart	Budget 2002	Comptes 2001
	<b>Fr.</b>	<b>%</b>	Fr.	Fr.
410 Patentes et concessions	<u>67'354.25</u>	-9.7%	74'600	53'564.80
41 TOTAL	<u>67'354.25</u>	-9.7%	74'600	53'564.80

Nous enregistrons principalement une diminution de la taxe sur les taxis (-3'427 francs) et de la taxe de pose des monuments funéraires (-3'925 francs)

## 42. REVENUS DES BIENS

		Comptes 2002	Ecart	Budget 2002	Comptes 2001
		Fr.	%	Fr.	Fr.
420	Banques	168'806.98	64.9%	102'400	319'716.85
421	Créances (intérêts moratoires, frais de rappel)	530'774.62	-17.6%	644'000	625'962.50
422	Titres et prêts du patrimoine financier	3'044.30	26.8%	2'400	2'354.00
423	Immeubles du patrimoine financier	5'401'882.20	-5.3%	5'706'300	5'489'399.45
424	Gains comptables sur place- ments du patrimoine financier	0.00	-	0	0.00
425	Prêts du patrimoine administratif (prêts HLM privés, sociétés diverses)	33'486.45	22.7%	27'300	35'448.45
426	Participations permanentes du patrimoine administratif (Sociétés énergétiques)	673'053.65	18.2%	569'500	685'144.55
427	Immeubles du patrimoine administratif	6'955'328.40	-0.9%	7'016'900	6'490'906.95
429	Autres revenus	<u>13'965.75</u>	-6.9%	<u>15'000</u>	<u>9'522.40</u>
42	TOTAL	<u><b>13'780'342.35</b></u>	-2.2%	<u><b>14'083'800</b></u>	<u><b>13'658'455.15</b></u>

- 420 - Le différentiel d'intérêt entre les divers instituts bancaires et le CCP ont amélioré ce poste.
- 421 - L'écart provient essentiellement des intérêts moratoires sur les créances fiscales (-153'294 francs).
- 423 - Une facturation plus basse que prévue des loyers des immeubles locatifs du patrimoine financier induit un écart de 115'823 francs par rapport au budget.
- 426 - Des dividendes sur actions, supérieurs à ce qui avait été escompté, expliquent les revenus plus importants sur ce poste.
- 427 - Les ventes de bois en forêt sont inférieures de 144'431 francs par rapport au budget et certaines taxes, dont celle d'utilisation du domaine public et les redevances de concessions totalisent un recul de 107'541 francs par rapport aux prévisions.



### 43. CONTRIBUTIONS, VENTES, PRESTATIONS ET LIVRAISONS

	Comptes 2002	Ecart	Budget 2002	Comptes 2001
	Fr.	%	Fr.	Fr.
430 Contributions de remplacement (abris protection civile, places de parc)	<b>111'552.00</b>	118.7%	51'000	159'936.25
431 Emoluments administratifs	<b>695'795.96</b>	0.2%	694'100	730'590.70
432 Recettes hospitalières et d'établissements spéciaux	<b>57'214'791.36</b>	-6.3%	61'038'000	60'910'359.75
433 Ecolages	<b>5'457'868.00</b>	-7.8%	5'919'800	5'444'945.95
434 Autres redevances et presta- tions de services	<b>17'538'919.17</b>	-1.1%	17'741'800	13'455'515.81
435 Ventes	<b>84'040'922.42</b>	2.2%	82'199'400	86'661'231.16
436 Dédommagements de tiers	<b>9'380'715.15</b>	12.0%	8'375'000	8'684'560.08
437 Amendes	<b>0.00</b>	-100.0%	100	16'020.00
438 Prestations effectuées pour des investissements	<b>1'948'840.30</b>	-17.8%	2'371'000	1'936'048.05
439 Autres contributions	<b>5'877'921.25</b>	-44.5%	10'595'900	6'221'044.32
43 TOTAL	<b>182'267'325.61</b>	-3.6%	188'986'100	184'220'252.07

430 - Une contribution plus importante au remplacement d'aménagement d'abris à la protection civile explique l'essentiel de la différence.

432 - La diminution des recettes hospitalières provient, d'une part, de la déduction opérée dès 2002 en relation avec la participation de l'Etat à la part chambre commune des patients privés et demi-privés (-2.6 millions de francs par rapport au budget) et de la déduction importante des principaux forfaits perçus pour les patients en chambre commune (-3.1 millions de francs).

433 - Un recul des contributions au cours de perfectionnement au CPLN de 376'070 francs et la participation des parents au cours vacances au Lycée Jean-Piaget inférieur au budget de 63'810 francs sont les principales raisons de l'écart.

434 - Une consommation d'eau inférieure aux prévisions a induit, par conséquent, une baisse du revenu de la taxe d'épuration de plus de 1 million de francs. En revanche, les travaux pour des tiers au dépôt de la voirie et aux routes, supérieurs au budget de 614'600 francs, ont permis à l'ensemble de la rubrique d'être proche des estimations.

435 - L'amélioration des ventes de prestations au Service de l'électricité et une détérioration des ventes de gaz constituent les principales variations de ce poste.

- 436 - Les remboursements d'assurances maladie des Hôpitaux non prévus au budget s'élèvent à plus de 1 million de francs.
- 438 - Les prestations d'investissements au Service de l'électricité sont inférieures de 448'992 francs par rapport au budget.
- 439 - Les prestations et fournitures à des tiers réalisées par le CEG ont été inférieures de 5'103'000 francs par rapport aux prévisions budgétaires, corollaire d'achats de logiciels et d'entretien des installations très inférieurs au montant prévu au budget.

#### PRODUIT NET DES SERVICES INDUSTRIELS

En milliers de francs	1999	2000	2001	Budget 2002	Comptes 2002
- Service des eaux	80	273	-	76	-
- Service du gaz	778	314	256	527	<b>151</b>
- Service de l'électricité	6'275	6'698	6'085	4'847	<b>6'664</b>
- Garage	-38	-72	-	-	-
- Labo eaux et environnement	-254	-240	-258	-312	<b>-249</b>
+Prél./-Attrib. aux réserves	-	-	-870	-	<b>-920</b>
Résultat net pour la Ville	<b>6'841</b>	<b>6'973</b>	<b>5'213</b>	<b>5'138</b>	<b>5'646</b>
En % par rapport à 1999	<i>100%</i>	<i>102%</i>	<i>76%</i>	<i>75%</i>	<b>83%</b>
Sans les mouvements sur les réserves	<i>100%</i>	<i>102%</i>	<i>89%</i>	<i>75%</i>	<b>96%</b>

#### 44. PARTS A DES RECETTES SANS AFFECTATION

	Comptes 2002	Ecart	Budget 2002	Comptes 2001
	Fr.	%	Fr.	Fr.
441 Part à des recettes cantonales	<u>1'805'956.69</u>	25.1%	<u>1'443'500</u>	<u>9'557'843.49</u>
44 TOTAL	<u>1'805'956.69</u>	25.1%	<u>1'443'500</u>	<u>9'557'843.49</u>

Suite au désenchevêtrement des tâches entre le Canton et les communes, nous ne bénéficions plus de la part à l'impôt fédéral direct. La part des communes à la taxe des véhicules à moteur a été supprimée dès 2001 déjà.

#### **Produit des amendes : 1'653'028 francs**

La part communale au produit des amendes est supérieure au budget pour un montant de 353'028 francs (+ 27%).

#### **Patentes de débit d'alcool : 152'382 francs**

Le produit des patentes est légèrement supérieur aux prévisions budgétaires (+10'382 francs).

## 45. DEDOMMAGEMENTS DE COLLECTIVITES PUBLIQUES

		Comptes 2002	Ecart	Budget 2002	Comptes 2001
		Fr.	%	Fr.	Fr.
450	Confédération	<b>485'451.05</b>	-26.0%	655'800	548'609.15
451	Canton (entretien domaine public, commission de conciliation en matière de loyers, contributions scolaires, indemnités pour gestion des agences AVS et de chômage)	<b>19'414'850.55</b>	1.5%	19'134'000	16'586'778.92
452	Communes (part au réseau intercommunal d'épuration des eaux, service de l'ambulance, du feu, prix coûtants scolaires)	<b>10'768'546.46</b>	-4.0%	11'211'400	10'502'963.47
45	<b>TOTAL</b>	<b>30'668'848.06</b>	-1.1%	31'001'200	27'638'351.54

450 - L'indemnité de l'OFAS au centre de Malvilliers est inférieure d'environ 115'000 francs au montant prévu au budget. La part à l'accueil des enfants domiciliés dans d'autres communes figure pour la première fois dans cette rubrique (8'092.35 francs).

451 - Les prix coûtants facturés aux cantons de domicile des élèves qui suivent l'enseignement à Neuchâtel s'élèvent à 18'867'900 francs. Ils sont supérieurs de 327'400 francs aux prévisions.

452 - Les prix coûtants de l'enseignement facturés aux communes atteignent le montant de 8'582'600 francs en diminution de 492'500 francs par rapport au budget.

La baisse sur les écolages facturés est, comme l'année précédente, directement liée à la cantonalisation des maturités.

#### 46. SUBVENTIONS ACQUISES

	<b>Comptes 2002</b>	Ecart	Budget 2002	Comptes 2001
	<b>Fr.</b>	<b>%</b>	<b>Fr.</b>	<b>Fr.</b>
460 Confédération	<b>10'537'979.28</b>	-7.6%	11'403'000	10'206'932.57
461 Canton	<b>88'714'137.22</b>	10.2%	80'525'000	72'735'869.00
462 Communes	<b>213'710.10</b>	-4.7%	224'200	201'685.95
469 Autres subventions	<b>403'785.00</b>	-11.5%	456'400	475'408.25
46 TOTAL	<b>99'869'611.60</b>	7.8%	92'608'600	83'619'895.77

460 - La diminution de ce poste s'explique essentiellement par la subvention fédérale versée au CPLN inférieure au budget de 899'300 francs.

461 - La hausse des charges des hôpitaux engendre une augmentation importante de la subvention LAIS de 8'223'600 francs.

469 - S'agissant des autres subventions, le recul provient principalement de la contribution de l'Ecole suisse de droguerie versée au CPLN, inférieure de 81'400 francs par rapport aux prévisions.

#### 48. PRELEVEMENTS AUX RESERVES

	Comptes 2002	Ecart	Budget 2002	Comptes 2001
	Fr.	%	Fr.	Fr.
481 Prélèvements aux finance- ments spéciaux	723'070.93	3.1%	701'000	2'555'822.19
482 Prélèvements aux réserves	376'046.15	0.3%	375'100	85'124.00
48 TOTAL	1'099'117.08	2.1%	1'076'100	2'640'946.19

#### Détail des prélèvements :

##### **Finances**

Encouragement de la formation et maintien des emplois, fonds	82'640.00		85'100	85'124.00
---	-----------	--	--------	-----------

##### **Travaux publics**

Epuration des eaux, réserve	0.00		527'000	0.00
Epuration des eaux, avance	409'897.35		0	768'765.54
Ordures et déchets, réserve	0.00		174'000	1'473'338.85
Ordures et déchets, avance	195'077.98		0	295'807.33

##### **Urbanisme**

Immeubles locatifs patrimoine financier, réserve pour entretien	0.00		150'000	0.00
Immeubles HLM patrimoine financier, réserve pour entretien	0.00		40'000	0.00
Immeubles locatifs patrimoine administr., réserve pour entretien	0.00		50'000	0.00

##### **Instruction publique**

Equipement CPLN, réserve	193'406.15		0	0
--------------------------	------------	--	---	---

##### **Affaires culturelles**

Expo.02, réserve	50'000.00		50'000	0
------------------	-----------	--	--------	---

##### **Sports**

Expo.02, réserve	50'000.00		0	0
------------------	-----------	--	---	---

##### **Services industriels**

Service des eaux, avance	118'095.60		0	17'910.47
	1'099'117.08		1'076'100	2'640'946.19

Les dépenses des activités relatives aux ordures et déchets, aux ports, à l'épuration des eaux et à la vente d'eau doivent être entièrement couvertes par des revenus. En cas de revenus insuffisants au cours de l'exercice, le prélèvement à une réserve (si elle existe) ou l'attribution à une avance de financements spéciaux (à amortir sur 5 ans) est obligatoire.

## E. COMPTE DES INVESTISSEMENTS

### DEPENSES ET RECETTES SELON LA CLASSIFICATION ADMINISTRATIVE

	Comptes 2002			Budget 2002		Comptes 2001	
	Investissements bruts	Recettes	Investissements nets	Investissements	Recettes	Investissements	Recettes
	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.	Fr.
Chancellerie	0.00	0.00	0.00	400'000.00	0.00	69'262.80	0.00
Finances	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	59'418.95	0.00
Forêts et Domaines	207'107.35	0.00	207'107.35	320'000.00	0.00	51'968.05	0.00
Services sociaux	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00	0.00
Travaux publics	4'467'035.18	4'339'860.75	127'174.43	3'650'000.00	4'425'000.00	7'832'461.46	5'245'279.20
Urbanisme	6'307'693.80	1'489'985.63	4'817'708.17	5'515'000.00	1'500'000.00	4'333'693.82	505'110.90
Police	925'190.10	0.00	925'190.10	1'230'000.00	0.00	275'460.05	0.00
Police du feu	853'975.15	0.00	853'975.15	2'133'000.00	200'000.00	365'118.00	45'894.10
Instruction publique	708'754.05	731'722.53	-22'968.48	7'566'100.00	1'520'000.00	2'975'180.95	3'748'509.00
Affaires culturelles	496'404.80	0.00	496'404.80	1'210'000.00	100'000.00	81'062.80	0.00
Services industriels	9'697'787.20	0.00	9'697'787.20	9'591'000.00	0.00	8'283'460.57	67'158.40
Hôpitaux	27'653'000.00	0.00	27'653'000.00	28'963'000.00	0.00	18'752'486.00	0.00
Sports	848'299.13	100'000.00	748'299.13	1'030'000.00	30'000.00	1'630'215.20	550'000.00
Tourisme et transports	149'895.20	1'830.80	148'064.40	365'000.00	0.00	1'000.00	3'092.45
<b>TOTAL</b>	<b>52'315'141.96</b>	<b>6'663'399.71</b>	<b>45'651'742.25</b>	<b>61'973'100.00</b>	<b>7'775'000.00</b>	<b>44'710'788.65</b>	<b>10'165'044.05</b>



## EVOLUTION DES INVESTISSEMENTS

En milliers de francs	1990		1998		1999		2000		2001		2002	
<b>DEPENSES BRUTES</b>												
Chancellerie	171.8	0.5%	-106.9	-0.2%	0.0	0.0%	0.0	0.0%	69.3	0.2%	0.0	0.0%
Finances	868.6	2.4%	1'721.9	3.4%	1'742.0	2.8%	0.0	0.0%	59.4	0.1%	0.0	0.0%
Forêts & domaines	150.1	0.4%	863.2	1.7%	641.6	1.0%	110.9	0.2%	51.9	0.1%	207.1	0.4%
Services sociaux	0.0	0.0%	0.9	0.0%	776.6	1.2%	5.4	0.0%	0.0	0.0%	0.0	0.0%
Travaux publics	2'944.2	8.0%	13'666.5	26.8%	18'282.4	29.4%	16'136.1	25.8%	7'832.5	17.5%	4'467.0	8.5%
Urbanisme	5'221.1	14.2%	3'168.2	6.2%	4'076.6	6.6%	4'861.9	7.8%	4'333.7	9.7%	6'307.7	12.1%
Police	1'693.0	4.6%	909.4	1.8%	1'109.9	1.8%	411.7	0.7%	275.5	0.6%	925.2	1.8%
Police du feu	885.3	2.4%	107.8	0.2%	0.0	0.0%	75.1	0.1%	365.1	0.8%	854.0	1.6%
Instruction publique	6'383.4	17.3%	12'905.7	25.3%	9'502.4	15.3%	2'535.6	4.1%	2'975.2	6.7%	708.8	1.4%
Affaires culturelles	257.3	0.7%	4'673.4	9.2%	1'482.5	2.4%	1'364.6	2.2%	81.1	0.2%	496.4	0.9%
Services industriels	6'169.5	16.7%	9'919.4	19.5%	10'741.9	17.3%	17'598.7	28.1%	8'283.5	18.5%	9'697.8	18.5%
Hôpitaux	2'211.1	6.0%	2'832.3	5.6%	13'580.7	21.8%	18'365.0	29.4%	18'752.5	41.9%	27'653.0	52.9%
Sports	9'937.5	26.9%	279.8	0.5%	244.5	0.4%	427.6	0.7%	1'630.2	3.6%	848.3	1.6%
Tourisme et transports	0.0	0.0%	1.7	0.0%	27.1	0.0%	679.5	1.1%	1.0	0.0%	149.9	0.3%
<b>Total</b>	<b>36'892.9</b>	<b>100.0%</b>	<b>50'943.3</b>	<b>100.0%</b>	<b>62'208.2</b>	<b>100.0%</b>	<b>62'572.1</b>	<b>100.0%</b>	<b>44'710.7</b>	<b>100.0%</b>	<b>52'315.1</b>	<b>100.0%</b>

## EVOLUTION DU FINANCEMENT

DEPENSES BRUTES	36'892.9	100.0%	50'943.3	100.0%	62'208.2	100.0%	62'572.1	100.0%	44'710.7	100.0%	52'315.1	100.0%
RECETTES	3'247.0	8.8%	9'145.1	18.0%	9'449.6	15.2%	11'569.6	18.5%	10'165.0	22.7%	6'663.4	12.7%
<b>DEPENSES NETTES</b>	<b>33'645.9</b>	<b>91.2%</b>	<b>41'798.2</b>	<b>82.0%</b>	<b>52'758.6</b>	<b>84.8%</b>	<b>51'002.5</b>	<b>81.5%</b>	<b>34'545.7</b>	<b>77.3%</b>	<b>45'651.7</b>	<b>87.3%</b>
<b>AUTOFINANCEMENT</b>	<b>-679.0</b>	<b>-2.0%</b>	<b>16'959.4</b>	<b>40.6%</b>	<b>22'354.9</b>	<b>42.4%</b>	<b>24'439.8</b>	<b>47.9%</b>	<b>32'507.8</b>	<b>94.1%</b>	<b>41'978.5</b>	<b>92.0%</b>
<b>INSUFFISANCE DE FINANCEMENT</b>	<b>34'324.9</b>		<b>24'838.8</b>		<b>30'403.7</b>		<b>26'562.7</b>		<b>2'037.9</b>		<b>3'673.2</b>	

**F. ANALYSE DU BILAN AU 31 DECEMBRE 2002**

<b>ACTIF</b>		<b>Bilan Ville</b>	<b>Bilan SI</b>	<b>Bilan Hôpitaux</b>	<b>BILAN CONSOLIDE</b>
PATRIMOINE FINANCIER					
<b>10</b>	<b>Disponibilités</b>	<b>3'904'862.26</b>	<b>346'488.51</b>	<b>350'941.80</b>	<b>4'602'292.57</b>
100	Caisse et avances dans les services	171'465.85	0.00	69'164.30	240'630.15
101	Chèques postaux	2'279'080.91	196'346.96	229'444.46	2'704'872.33
102	Banques	1'454'315.50	150'141.55	52'333.04	1'656'790.09
<b>11</b>	<b>Avoirs</b>	<b>84'982'683.64</b>	<b>11'713'027.90</b>	<b>22'099'812.97</b>	<b>118'795'524.51</b>
110	Services de l'administration	884'494.38	0.00	0.00	884'494.38
111	Comptes courants divers	12'537'819.31	0.00	0.00	12'537'819.31
112	Impôts à encaisser	47'306'534.80	0.00	0.00	47'306'534.80
113	Dédommagements de collectivités	2'953'488.12	0.00	0.00	2'953'488.12
114	Subventions de collectivités	5'374'791.21	0.00	0.00	5'374'791.21
115	Autres débiteurs	15'802'373.27	11'713'027.90	22'080'635.69	49'596'036.86
119	Avances	123'182.55	0.00	19'177.28	142'359.83
<b>12</b>	<b>Placements</b>	<b>73'695'177.50</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>73'695'177.50</b>
120	Valeurs à revenu fixe	1.00	0.00	0.00	1.00
121	Actions et parts sociales	14'890.00	0.00	0.00	14'890.00
122	Prêts	1'445'888.95	0.00	0.00	1'445'888.95
123	Immeubles, terrains et domaines	72'234'397.55	0.00	0.00	72'234'397.55
<b>13</b>	<b>Actifs transitoires</b>	<b>8'715'534.99</b>	<b>4'915'383.05</b>	<b>21'547'482.29</b>	<b>35'178'400.33</b>
138	Comptes de liaison entre deux périodes comptables	8'632'469.59	4'915'383.05	21'547'482.29	35'095'334.93
139	Autres comptes transitoires	83'065.40	0.00	0.00	83'065.40

<b>ACTIF</b>	<b>Bilan Ville</b>	<b>Bilan SI</b>	<b>Bilan Hôpitaux</b>	<b>BILAN CONSOLIDE</b>
PATRIMOINE ADMINISTRATIF				
<b>14 Investissements</b>	<b>217'159'009.25</b>	<b>131'212'827.93</b>	<b>101'150'916.03</b>	<b>449'522'753.21</b>
140 Terrains non bâtis	4'153'134.95	1.00	0.00	4'153'135.95
141 Ouvrages de génie civil	60'149'218.45	0.00	0.00	60'149'218.45
143 Immeubles et réseaux	126'784'632.95	129'245'193.23	92'621'930.00	348'651'756.18
145 Forêts	4'234'243.00	0.00	0.00	4'234'243.00
146 Mobiliers, machines et véhicules	17'025'586.76	240'334.71	6'350'170.00	23'616'091.47
147 Marchandises et approvisionnements	1'313'680.04	1'727'298.99	2'178'816.03	5'219'795.06
149 Autres biens	3'498'513.10	0.00	0.00	3'498'513.10
<b>15 Prêts et participations permanentes</b>	<b>13'980'470.45</b>	<b>0.00</b>	<b>5'000.00</b>	<b>13'985'470.45</b>
152 Associations de communes	834'845.00	0.00	0.00	834'845.00
153 Propres établissements	423'552.65	0.00	0.00	423'552.65
154/6 Participations et prêts divers	12'722'072.80	0.00	5'000.00	12'727'072.80
<b>16 Subventions d'investissements</b>	<b>4'824'942.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>4'824'942.00</b>
<b>17 Autres dépenses à amortir</b>	<b>3'228'250.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>3'228'250.00</b>
<b>18 Avances aux financements spéciaux</b>	<b>1'490'218.65</b>	<b>136'006.07</b>	<b>0.00</b>	<b>1'626'224.72</b>
<b>19 Découvert</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>
190 Déficit du compte de fonctionnement	0.00	0.00	0.00	0.00
<b>Compte de liaison</b>	<b>274'450'794.29</b>	<b>-133'551'685.80</b>	<b>-140'899'108.49</b>	<b>0.00</b>
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>686'431'943.03</b>	<b>14'772'047.66</b>	<b>4'255'044.60</b>	<b>705'459'035.29</b>

<b>PASSIF</b>	<b>Bilan Ville</b>	<b>Bilan SI</b>	<b>Bilan Hôpitaux</b>	<b>BILAN CONSOLIDE</b>
ENGAGEMENTS				
<b>20 Engagements courants</b>	<b>14'064'431.14</b>	<b>7'186'461.95</b>	<b>3'132'984.52</b>	<b>24'383'877.61</b>
200 Créanciers	8'773'448.53	7'186'461.95	24'926.05	15'984'836.53
201 Dépôts	2'438'575.18	0.00	0.00	2'438'575.18
206 Comptes courants	1'467'207.13	0.00	3'108'058.47	4'575'265.60
209 Autres engagements	1'385'200.30	0.00	0.00	1'385'200.30
<b>21 Dettes à court terme</b>	<b>21'583'925.51</b>	<b>0.00</b>	<b>5'843.95</b>	<b>21'589'769.46</b>
210 Banques	21'583'925.51	0.00	0.00	21'583'925.51
219 Autres dettes à court terme	0.00	0.00	5'843.95	5'843.95
<b>22 Dettes à moyen et long termes</b>	<b>591'889'930.80</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>591'889'930.80</b>
221 Reconnaissances de dettes	349'000'000.00	0.00	0.00	349'000'000.00
222 Bons de caisse	30'000'000.00	0.00	0.00	30'000'000.00
223 Emprunts par obligations	210'000'000.00	0.00	0.00	210'000'000.00
229 Emprunts pour actions en faveur de logements à loyers modérés	2'889'930.80	0.00	0.00	2'889'930.80
<b>23 Engagements envers des entités particulières</b>	<b>3'481'063.90</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>3'481'063.90</b>
231 Caisses de pensions	1'558'487.82	0.00	0.00	1'558'487.82
233 Fonds et fondations	1'922'576.08	0.00	0.00	1'922'576.08
<b>24 Provisions</b>	<b>1'700'000.00</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>1'700'000.00</b>
240 Compte de fonctionnement	1'700'000.00	0.00	0.00	1'700'000.00

<b>PASSIF</b>	<b>Bilan Ville</b>	<b>Bilan SI</b>	<b>Bilan Hôpitaux</b>	<b>BILAN CONSOLIDE</b>
<b>25 Passifs transitoires</b>	<b>21'024'039.92</b>	<b>4'133'195.16</b>	<b>512'681.35</b>	<b>25'669'916.43</b>
251 Loyers	0.00	0.00	0.00	0.00
258 Comptes de liaison entre deux périodes comptables	20'875'876.64	4'133'195.16	512'681.35	25'521'753.15
259 Autres comptes transitoires	148'163.28	0.00	0.00	148'163.28
FONDS PROPRES				
<b>28 Engagements envers les financements spéciaux, réserves affectées et ducroires</b>	<b>11'403'662.21</b>	<b>3'452'390.55</b>	<b>603'534.78</b>	<b>15'459'587.54</b>
280 Comptes de réserves affectées	11'403'662.21	3'452'390.55	603'534.78	15'459'587.54
<b>29 Fortune nette</b>	<b>21'284'889.55</b>	<b>0.00</b>	<b>0.00</b>	<b>21'284'889.55</b>
290 Réserve générale	18'874'720.17	0.00	0.00	18'874'720.17
290 Boni du compte de fonctionnement	2'410'169.38	0.00	0.00	2'410'169.38
<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>686'431'943.03</b>	<b>14'772'047.66</b>	<b>4'255'044.60</b>	<b>705'459'035.29</b>

## EVOLUTION DU BILAN

En mios de francs	1990		1998		1999		2000		2001		2002	
<b>ACTIF</b>												
<b>Patrimoine financier</b>	<b>131.1</b>	<b>34.5%</b>	<b>187.0</b>	<b>33.6%</b>	<b>227.6</b>	<b>36.2%</b>	<b>207.6</b>	<b>31.9%</b>	<b>242.0</b>	<b>34.6%</b>	<b>232.3</b>	<b>32.9%</b>
Disponibilités	1.7	0.4%	10.2	1.8%	4.6	0.7%	7.1	1.1%	21.8	3.1%	4.6	0.7%
Avoirs	60.1	15.8%	94.1	16.9%	136.6	21.7%	110.8	17.0%	102.2	14.6%	118.8	16.8%
Placements	45.5	12.0%	66.7	12.0%	67.4	10.7%	68.6	10.5%	69.2	9.9%	73.7	10.4%
Actifs transitoires	23.8	6.3%	16.0	2.9%	19.0	3.0%	21.1	3.2%	48.8	7.0%	35.2	5.0%
<b>Patrimoine administratif</b>	<b>249.2</b>	<b>65.5%</b>	<b>369.0</b>	<b>66.4%</b>	<b>401.9</b>	<b>63.8%</b>	<b>443.6</b>	<b>68.1%</b>	<b>456.7</b>	<b>65.4%</b>	<b>473.2</b>	<b>67.1%</b>
Investissements	230.5	60.6%	345.6	62.2%	377.6	60.0%	419.5	64.4%	432.7	61.9%	449.5	63.7%
Prêts et participations	16.4	4.3%	14.8	2.7%	14.7	2.3%	14.4	2.2%	14.1	2.0%	14.0	2.0%
Subventions d'investissements	1.2	0.3%	4.8	0.9%	4.7	0.7%	5.1	0.8%	5.0	0.7%	4.8	0.7%
Autres dépenses à amortir	1.0	0.3%	3.7	0.7%	4.9	0.8%	4.3	0.7%	3.8	0.5%	3.3	0.5%
Avances aux financements spéciaux	0.1	0.0%	0.1	0.0%	0.0	0.0%	0.3	0.0%	1.1	0.2%	1.6	0.2%
	<b>380.3</b>	<b>100.0%</b>	<b>556.0</b>	<b>100.0%</b>	<b>629.5</b>	<b>100.0%</b>	<b>651.2</b>	<b>100.0%</b>	<b>698.7</b>	<b>100.0%</b>	<b>705.5</b>	<b>100.0%</b>
<b>PASSIF</b>												
<b>Engagements</b>	<b>370.4</b>	<b>97.4%</b>	<b>534.6</b>	<b>96.2%</b>	<b>607.2</b>	<b>96.5%</b>	<b>627.7</b>	<b>96.4%</b>	<b>668.0</b>	<b>95.6%</b>	<b>668.8</b>	<b>94.8%</b>
Engagements courants	22.7	6.0%	33.7	6.1%	27.1	4.3%	21.5	3.3%	33.2	4.8%	24.4	3.5%
Dettes à court terme	22.8	6.0%	31.0	5.6%	69.1	11.0%	50.0	7.7%	35.0	5.0%	21.6	3.1%
Dettes à long terme	296.5	78.0%	444.7	80.0%	482.7	76.7%	523.0	80.3%	563.0	80.6%	589.0	83.5%
Dettes envers l'Etat pour HLM	11.1	2.9%	3.5	0.6%	3.3	0.5%	3.2	0.5%	3.0	0.4%	2.9	0.4%
Engagements envers des entités	2.1	0.6%	2.0	0.4%	2.7	0.4%	3.4	0.5%	1.8	0.3%	3.5	0.5%
Provisions	0.0	0.0%	0.0	0.0%	0.0	0.0%	0.0	0.0%	0.4	0.1%	1.7	0.2%
Passifs transitoires	15.2	4.0%	19.7	3.5%	22.3	3.5%	26.6	4.1%	31.6	4.5%	25.7	3.6%
<b>Fonds propres</b>	<b>9.9</b>	<b>2.6%</b>	<b>21.4</b>	<b>3.8%</b>	<b>22.3</b>	<b>3.5%</b>	<b>23.5</b>	<b>3.6%</b>	<b>30.7</b>	<b>4.4%</b>	<b>36.7</b>	<b>5.2%</b>
Financements spéciaux et réserves	6.4	1.7%	12.8	2.3%	11.5	1.8%	10.0	1.5%	15.4	2.2%	15.4	2.2%
Réserve générale	17.1	4.5%	9.3	1.7%	8.7	1.4%	11.6	1.8%	13.4	1.9%	18.9	2.7%
Perte reportée	0.0	0.0%	0.0	0.0%	0.0	0.0%	0.0	0.0%	0.0	0.0%	0.0	0.0%
Bénéfice / -perte de l'exercice	-13.6	-3.6%	-0.7	-0.1%	2.1	0.3%	1.9	0.3%	1.9	0.3%	2.4	0.3%
	<b>380.3</b>	<b>100.0%</b>	<b>556.0</b>	<b>100.0%</b>	<b>629.5</b>	<b>100.0%</b>	<b>651.2</b>	<b>100.0%</b>	<b>698.7</b>	<b>100.0%</b>	<b>705.5</b>	<b>100.0%</b>

## COMPOSITION DE LA DETTE A LONG TERME

Taux d'intérêts		Prêteurs	Echéances	
%	Fr.		Année	Fr.
3 1/8	85'000'000	- Emprunts publics (obligations et bons de caisse)	2003	35'000'000
3.38	10'000'000		2004	30'000'000
3.60	10'000'000			
3 3/4	70'000'000			
3.85	5'000'000	- Assurances	2005	35'000'000
3.87	20'000'000		2006	60'000'000
3 7/8	10'000'000			
3.95	10'000'000			
4	105'000'000		2007	90'000'000
4.05	5'000'000			
4.06	10'000'000	- Fonds de compensation AVS	2008	115'000'000
4.15	10'000'000			
4 1/4	61'000'000	- Banques	2009	90'000'000
4.28	5'000'000			
4.30	5'000'000	- CNA	2010	43'000'000
4 3/8	25'000'000			
4 1/2	43'000'000		2011	40'000'000
4.57	5'000'000			
4 5/8	10'000'000		2012	51'000'000
4 3/4	15'000'000			
4.78	5'000'000			
4.80	5'000'000			
4.87	5'000'000			
4 7/8	5'000'000			
4.95	10'000'000			
5	15'000'000			
5 1/4	10'000'000			
6 7/8	5'000'000			
6 15/16	10'000'000			
<b>Totaux:</b>	<b>589'000'000</b>			<b>589'000'000</b>

## EVOLUTION DE LA DETTE A LONG TERME ET DE LA CHARGE PAR HABITANT

	1999	Comptes 2000	2001	Budget 2002	Comptes 2002
Dette (en milliers de francs)	482'720	523'000	563'000	605'000	<b>589'000</b>
Taux moyen au 31 décembre	4.22%	4.23%	4.18%	4.27%	<b>4.11%</b>
Nombre d'habitants	31'857	31'753	31'587	31'800	<b>31'566</b>
Dette par habitant	15'153.--	16'471.--	17'824.--	19'025.--	<b>18'659.--</b>
Intérêts passifs/habitant	623.--	722.--	797.--	814.--	<b>779.--</b>
Charge nette / habitant	271.--	367.--	403.--	382.--	<b>368.--</b>

Observation : le détail des emprunts figure en annexe sous "Service de la dette consolidée".

## G. RECAPITULATION DES ENGAGEMENTS

relatifs à des crédits ouverts votés jusqu'au 31 décembre 2002  
(solde des crédits)

### RECAPITULATION PAR SECTIONS

	Fr.
<b>Crédits extraordinaires</b>	
Travaux publics - services techniques	7'648'000.00
- épuration des eaux	1'769'000.00
Urbanisme	5'156'000.00
Police	973'000.00
Instruction publique	26'062'000.00
Affaires culturelles	1'013'000.00
Services industriels - eaux	6'772'000.00
- gaz	2'945'000.00
- électricité	10'556'000.00
Hôpitaux	62'693'000.00
Sports	563'000.00
	<hr/>
	126'150'000.00
	<hr/>

### Crédits de construction

	Crédit voté le	
Forêts et Domaines	02.12.2002	200'000.00
Travaux publics	02.12.2002	300'000.00
Urbanisme	02.12.2002	300'000.00
Police et Police du feu	02.12.2002	60'000.00
Instruction publique	02.12.2002	80'000.00
Affaires culturelles	02.12.2002	60'000.00
Sports	02.12.2002	100'000.00
Services industriels	02.12.2002	580'000.00
		<hr/>
		1'680'000.00
		<hr/>

### RECAPITULATION GENERALE

Crédits extraordinaires	126'150'000.00
Crédits de construction	1'680'000.00
	<hr/>
Total des engagements au 31 décembre 2002	127'830'000.00
	<hr/>



## H. CONCLUSIONS

L'importante augmentation des recettes résultant de la croissance économique de ces dernières années, dont les effets ont été encore sensibles en 2002, et la maîtrise des dépenses nous permettent de présenter à nouveau un résultat positif, de fortement accroître l'autofinancement des investissements et de freiner la croissance de l'endettement.

Cette situation favorable facilite également la préparation de la réalisation de projets d'avenir pour la cité, notamment par l'amortissement anticipé des équipements actuels qui seront remplacés par la construction du nouveau complexe de la Maladière. Comme l'année passée, l'alimentation des réserves et l'augmentation de notre fortune nette grâce au résultat de l'exercice renforcent la capacité financière de la Ville, fragilisée dans le passé par la crise économique des années nonante. Malgré les incertitudes économiques actuelles, l'amélioration significative de nos ressources constatée depuis l'année 2000 nous amènera à proposer prochainement d'accepter une nouvelle diminution de la fiscalité des personnes physiques.

Le rayonnement et l'attractivité de la Ville seront durablement renforcés grâce au succès populaire de l'exposition nationale

Nous remercions le personnel communal de son travail d'intérêt public au profit de la population et témoignons en particulier notre gratitude à l'égard des collaboratrices et collaborateurs qui ont eu à s'engager de manière exceptionnelle durant Expo.02.

Dans cet esprit, nous vous prions, Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs, d'adopter le présent rapport et les deux arrêtés qui lui sont liés.

Neuchâtel, le 5 mars 2003

AU NOM DU CONSEIL COMMUNAL:

Le président,

Le chancelier,

Eric Augsburger

Rémy Voirol

**Arrêté**  
**instituant une réserve affectée pour la mise**  
**en conformité des productions électriques**  
**au label NaturMade**  
**(Du 5 mai 2003)**

Le Conseil général de la Ville de Neuchâtel,

Vu le rapport du Conseil communal, du 20 novembre 2002,

Vu la loi sur les communes, du 21 décembre 1964,

Sur la proposition du Conseil communal,

a r r ê t e :

**Article premier.**- En application de l'article 39 du Règlement sur les finances et la comptabilité des communes, du 18 mai 1992 (RFC), il est institué une réserve affectée, dénommée « Réserve NaturMade », qui figurera au bilan au compte 280.54.

**Art. 2.** - Cette réserve est alimentée par la rémunération reçue en contrepartie de la garantie de l'origine hydraulique de la production électrique de la Ville de Neuchâtel.

**Art. 3.**- Les prélèvements à la réserve sont décidés soit par le Conseil général lors du vote des crédits soit par le Conseil communal lorsqu'il engage une dépense dans le cadre de ses compétences financières.

**Art. 4.**- Le présent arrêté entrera en vigueur après sa sanction par le Conseil d'Etat, à l'expiration du délai référendaire.

**Arrêté**  
**concernant les comptes et la gestion**  
**de la Ville de Neuchâtel**  
**pour l'exercice 2002**  
**(Du 5 mai 2003)**

Le Conseil général de la Ville de Neuchâtel,

Sur la proposition du Conseil communal,

a r r ê t e :

**Article premier.**- Sont approuvés, avec décharge au Conseil communal, les comptes de l'exercice 2002, à savoir :

a) le compte de fonctionnement des revenus et charges budgétaires qui se présente, en résumé, comme suit :

	Fr.
Charges	526'754'088.77
Revenus	<u>529'164'258.15</u>
Excédent de revenus	2'410'169.38
	=====

b) Le compte des investissements qui se présente, en résumé, comme suit :

Dépenses	52'315'141.96
./. Recettes	<u>6'663'399.71</u>
Investissements nets	45'651'742.25
./. Amortissements	<u>36'890'513.90</u>
Solde reporté au bilan	8'761'228.35
	=====

**Art. 2.** - La gestion du Conseil communal durant l'exercice 2002 est approuvée.